



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUDE RECYCLAGE

ROUTE NATIONALE 113
MONTORGUEIL
11000 Carcassonne

Références : UID11/66-C3-2024-271

Code AIOT : 0100052215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement AUDE RECYCLAGE implanté Domaine de Valmy Parcelle CV87 - 11000 CARCASSONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUDE RECYCLAGE
- Domaine de Valmy Parcelle CV87 - 11000 CARCASSONNE
- Code AIOT : 0100052215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est un site illicite de stockage et d'enfouissement de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation de l'installation	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7	Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension	3 mois
2	Situation de l'installation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.512-1	Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AUDE RECYCLAGE exerce sur le site contrôlé une activité non autorisée de stockage et d'enfouissement de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7
Thème(s) : Situation administrative, Installation non enregistrée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p> <p>I bis. - L'enregistrement porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre Ier. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté sur la parcelle cadastrée section CV n° 87 l'exploitation sans autorisation d'une installation de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette activité relève du régime de l'enregistrement.</p>

Les déchets visibles s'étalent sur un front d'une longueur de 100 à 150 mètres, sur une hauteur de 2 à 4 mètres environ. Ils sont constitués de gravats, bétons, briques, tuiles, carrelages, terres, résidus d'enrobés bitumeux.

La présence d'autres déchets en mélange a également été constatée : plâtres, résidus de goudrons, plastiques, tubes en PVC, tissus, ferrailles, tôles apparentes en fibro-ciment (amiante liée).

Le site se présente sous la forme d'une parcelle nue, non clôturée, sans affichage particulier, avec un accès carrossable ouvert depuis la voie de circulation au sud. Il s'agit d'une ancienne sablière-gravière dont l'exploitation a cessé et qui a été régulièrement réhabilitée en 2009 (PV de récolement du 07/05/09 et arrêté préfectoral du 25/05/09).

Lors de l'inspection, des traces visibles de remblaiement sur une grande partie de la parcelle démontrent que le site a déjà été partiellement comblé par de la terre et des déchets (de nature à ce stade inconnue). La surface concernée est estimée entre 25 000 et 30 000 mètres carrés environ, représentant un volume de déchets enfouis approximativement de 50 000 à 120 000 mètres cubes (soit environ 75 000 à 180 000 tonnes).

Cet enfouissement de déchets est confirmé par le niveau actuel du sol de la parcelle, 2 à 4 mètres au-dessus du niveau laissé lors de la réhabilitation de l'ancienne gravière-sablière.

Lors de l'inspection, un représentant de la plate-forme de transit de déchets AUDE RECYCLAGE, localisée au lieu-dit Valmy à 200 mètres environ du site, a été interrogé. Il a confirmé que l'installation d'enfouissement découverte était exploitée par AUDE RECYCLAGE. Les déchets qui y sont stockés sont issus des activités de la société, par exemple de la collecte effectuée dans certaines déchetteries exploitées par le COVALDEM. A la demande du service d'inspection à titre d'exemple, il a remis une copie d'un bon de réception de déchets inertes daté du 05/07/24, pour une quantité de 5,8 tonnes provenant de la déchetterie de Bagnoles, qui ont été déchargés sur le site illicite découvert.

[Hors inspection] : lors d'une rencontre en date du 16 juillet 2024, les responsables de la société AUDE-RECYCLAGE ont confirmé l'exploitation sur cette parcelle d'un site d'enfouissement de déchets inertes sans autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.512-1

Thème(s) : Situation administrative, Installation non autorisée

Prescription contrôlée :

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

Constats :

Il a été constaté sur la parcelle cadastrée section CV n° 87 l'exploitation sans autorisation d'une

installation de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique n°2760-2.b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette activité relève du régime de l'autorisation.

Les déchets visibles s'étalent sur un front d'une longueur de 100 à 150 mètres, sur une hauteur de 2 à 4 mètres environ. Ils sont constitués de plâtres, résidus de goudrons, plastiques, tubes en PVC, tissus, ferrailles, tôles apparentes en fibro-ciment (amiante liée), mélangés avec des déchets inertes de type gravats, bétons, briques, tuiles, carrelages, terres, résidus d'enrobés bitumeux.

Le site se présente sous la forme d'une parcelle nue, non clôturée, sans affichage particulier, avec un accès carrossable ouvert depuis la voie de circulation au sud. Il s'agit d'une ancienne sablière-gravière dont l'exploitation a cessé et qui a été régulièrement réhabilitée en 2009 (PV de récolement du 07/05/09 et arrêté préfectoral du 25/05/09).

Lors de l'inspection, des traces visibles de remblaiement sur une grande partie de la parcelle démontrent que le site a déjà été partiellement comblé par de la terre et des déchets (de nature à ce stade inconnue). La surface concernée est estimée entre 25 000 et 30 000 mètres carrés environ, représentant un volume de déchets enfouis approximativement de 50 000 à 120 000 mètres cubes (soit environ 75 000 à 180 000 tonnes).

Cet enfouissement de déchets est confirmé par le niveau actuel du sol de la parcelle, 2 à 4 mètres au-dessus du niveau laissé lors de la réhabilitation de l'ancienne gravière-sablière.

Lors de l'inspection, un représentant de la plate-forme de transit de déchets AUDE RECYCLAGE, localisée au lieu-dit Valmy à 200 mètres environ du site, a été interrogé. Il a confirmé que l'installation d'enfouissement découverte était exploitée par AUDE RECYCLAGE. Les déchets qui y sont stockés sont issus des activités de la société, par exemple de la collecte effectuée dans certaines déchetteries exploitées par le COVALDEM. A la demande du service d'inspection à titre d'exemple, il a remis une copie d'un bon de réception de déchets inertes daté du 05/07/24, pour une quantité de 5,8 tonnes provenant de la déchetterie de Bagnoles, qui ont été déchargés sur le site illicite découvert.

[Hors inspection] : lors d'une rencontre en date du 16 juillet 2024, les responsables de la société AUDE-RECYCLAGE ont confirmé l'exploitation sur cette parcelle d'un site d'enfouissement de déchets inertes sans autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension

Proposition de délais : 3 mois